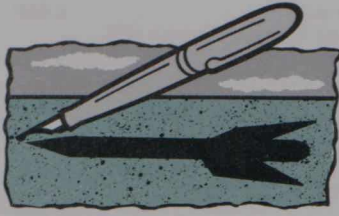


Condensé sur la limitation des armements

Par Jane Boulden



Les armes chimiques

■ À la réunion du Comité des Plans de défense de l'OTAN, qui s'est tenue dans la semaine du 22 mai 1986, l'Alliance a accepté de prendre en compte la décision américaine de recommencer à fabriquer des armes chimiques dans sa planification relative aux besoins en effectifs. Le Congrès a donné son aval à condition que l'OTAN accorde aussi sa sanction. Les Pays-Bas, le Danemark et la Norvège ont cependant fait savoir qu'ils interdiraient le déploiement d'une telle arme sur leur territoire, même en période de crise. L'Allemagne s'est dite prête à accepter des armes chimiques chez elle en temps de crise, pourvu qu'elle ne soit pas le seul membre de l'Alliance à le faire. Bien que celle-ci ait consenti à ce que les États-Unis commencent à produire de nouvelles armes binaires, le communiqué diffusé après la réunion a confirmé l'intention de l'Alliance de continuer à faire des efforts pour obtenir une interdiction des armes chimiques à l'échelle de la planète.

L'URSS et les États-Unis affirment toujours vouloir que les armes chimiques soient proscrites dans le monde entier. Les négociations à cet égard se poursuivent à Genève, à la Conférence du désarmement.

SALT II

■ Le 27 mai 1986, le président Reagan a annoncé que les États-Unis démantèleraient deux sous-marins Poseidon. Avec cette décision, les Américains resteront en deçà des limites imposées par le Traité SALT II, mais le président Reagan a précisé que son pays déciderait désormais des déploiements d'armes nucléaires stratégiques en fonction de la nature de la menace brandie par l'URSS, et non plus d'après les plafonds fixés dans les accords SALT II.

L'Union soviétique a répondu en disant qu'une fois que les États-Unis auront dépassé les limites imposées par le Traité SALT II, elle se considérera comme étant affranchie elle

aussi de ces plafonds et de ceux énoncés dans l'Accord provisoire de 1972 (SALT I); elle a ajouté qu'elle augmentera en conséquence ses forces stratégiques pour conserver la parité avec les États-Unis. Par ailleurs, l'URSS a demandé à la fin de juin que la Commission consultative permanente (créée aux termes du Traité de 1972 sur les missiles anti-missiles balistiques) tienne une séance spéciale pour discuter du Traité SALT II. Le 16 juillet 1986, les États-Unis ont accepté d'assister à la séance qui a eu lieu pendant la semaine du 29 juillet à Genève.

Les pourparlers n'ont pas abouti à grand-chose. L'Union soviétique a mis les États-Unis en garde contre les graves répercussions de la décision d'abandonner le Traité SALT II, et elle les a exhortés à convenir de mesures qui enrayeraient l'effritement du système des traités. Les représentants américains ont déclaré que la décision du président Reagan sur SALT II était finale et qu'après la séance d'octobre de la CCP, les États-Unis n'accepteraient plus de discuter des traités SALT I et II devant la Commission et qu'ils s'en tiendraient au Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM).

Pourparlers sur les armes nucléaires et spatiales

■ Le négociateur soviétique Viktor Karpov a esquissé une nouvelle proposition soviétique sur les armes nucléaires stratégiques, à une séance plénière tenue à Genève le 11 juin. Désignant leur offre comme étant une option intermédiaire, les Soviétiques ont proposé de limiter à 8 000 le nombre des "charges" nucléaires stratégiques, et à 1 600, celui des vecteurs. Détail intéressant, la nouvelle proposition incluait dans les nou-

veaux totaux les missiles de croisière lancés depuis un sous-marin. Elle excluait les systèmes américains déployés en Europe, mais elle demandait que leur nombre n'augmentât pas par rapport à ce qu'il était alors.

Le 29 mai 1986, l'Union soviétique a déposé une nouvelle proposition sur les armes spatiales; elle s'y disait prête à réduire considérablement son arsenal offensif stratégique à condition que les États-Unis s'engagent à continuer de respecter le Traité sur les missiles anti-missiles balistiques (ABM) pendant encore 10 à 20 ans.

Dans une lettre adressée à M. Gorbachev et datée du 25 juillet, le président Reagan a fait connaître la réaction américaine aux propositions soviétiques. Dans la lettre, les États-Unis se seraient dits disposés à reporter de 5 à 7 ans le déploiement des systèmes de l'IDS, période où les deux blocs continueraient à faire des recherches sur de nouvelles technologies. Une fois ces années écoulées, ou bien les deux adversaires déploieraient des dispositifs de défense, ou bien les États-Unis iraient de l'avant seuls.

Les pourparlers MBFR

■ L'Union soviétique a déposé une nouvelle proposition le 11 juin 1986. Elle y préconisait de réduire de 500 000 hommes (25 p. 100), sur une période de dix ans, les troupes terrestres et les forces aériennes tactiques présentes en Europe, et d'en retirer 150 000 au cours des deux premières années. Adoptant une nouvelle perspective, la proposition a aussi porté sur les missiles nucléaires ayant une portée supérieure à 600 milles. Dans la proposition, connue également sous l'appellation "Deuxième plaidoyer de Budapest", l'URSS cherche à appliquer le calen-

drier des réductions à toutes les troupes et à toutes les armes classiques déployées par l'OTAN et le Pacte de Varsovie en Europe. Auparavant, les pourparlers n'avaient visé que les troupes et les armes basées dans des pays bien précis de chaque alliance.

L'interdiction complète des essais

■ À la mi-mai, le Secrétaire général du Parti communiste de l'URSS, M. Gorbachev, a prolongé jusqu'au 6 août 1986 le moratoire unilatéral sur les essais nucléaires, et le 18 août, il a de nouveau reporté l'échéance, cette fois jusqu'au 1^{er} janvier 1987. Des entretiens bilatéraux sur les essais ont commencé entre les États-Unis et l'Union soviétique à Genève le 25 juillet, et ils ont pris fin le 31 juillet. L'Union soviétique s'est dite disposée à négocier une interdiction complète des essais nucléaires, et les États-Unis ont insisté sur la nécessité d'améliorer les méthodes de vérification dans le cadre du Traité sur la limitation des essais nucléaires et du Traité sur les explosions nucléaires à buts pacifiques. Les deux camps ont convenu de se réunir de nouveau en septembre. Par suite d'un accord intervenu entre l'*American Natural Resource Defence Council*, financé par des fonds privés, et l'Académie des sciences de l'Union soviétique, des scientifiques ont été autorisés à installer des stations sismographiques près de Simipalatinsk en URSS.

La Conférence du désarmement en Europe (CDE)

■ On poursuit toujours les démarches pour en arriver à un accord quelconque avant la réunion préparatoire de la CSCE devant se tenir à Vienne le 19 septembre. Les deux camps ont apporté des modifications à leur position.

L'Union soviétique a accepté d'assujettir les formations basées entre l'Allemagne de l'Est et la chaîne de l'Oural à des contrôles sur place et à des inspections aériennes, et les États-Unis ont convenu d'informer l'URSS avant d'envoyer de forts contingents de troupes en Europe. Des négociations se poursuivent quant à un accord de non-agression et au nombre d'inspections permises sur place chaque année.

Calendrier

Novembre	Conférence de révision de la CSCE
Date indéterminée	Sommet américano-soviétique
Décembre	Déploiement du 131 ^e bombardier B-52 porteur de missiles de croisière, ce qui porterait les É.-U. au-delà des limites fixées par le Traité SALT II, à moins que d'autres mesures soient prises. Déploiement des 10 premiers missiles MX au Wyoming.
Janvier 1987	Fin du moratoire unilatéral soviétique sur les essais nucléaires.